



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Arrêté n°25-2025-12-18-00121 du **18 DEC. 2025**

portant modification des conditions d'exploitation de la centrale d'enrobage exploitée par la société CENTRE EST ENROBES (C2E) sur le territoire de la commune de Berche

**Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon – Mme VALLEIX Nathalie ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 autorisant la société J. CLIMENT ET FILS à exploiter une centrale d'enrobage de matériaux bitumeux à chaud sur le territoire de la commune de Berche ;

Vu l'arrêté n° 25-2025-03-25-00001 du 25 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu le courrier daté du 31 janvier 2018 actant le changement d'exploitant en faveur de la société C2E ;

Vu la déclaration du 12 mai 2025 de la société C2E dont le siège social est situé Hameau de Belchamp - 9 route d'Audincourt – 25 420 VOUEAUCOURT en vue de modifier les conditions d'exploitation de la centrale d'enrobage à chaud qu'elle exploite sur la commune de Berche ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 3/12/2025 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 27/11/2025 ;

Vu le rapport du 28/11/2025 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2521-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000 susvisé ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société C2E portent sur :

- la modernisation de la centrale d'enrobage ;
- l'augmentation de la capacité de production de la centrale ;
- l'augmentation de la capacité de recyclage des agrégats d'enrobés ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société C2E ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications sollicitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que les modifications demandées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient d'adapter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000 susvisé en modifiant :

- les rubriques de la nomenclature des installations classées ;
- la consistance des installations ;
- la surveillance de rejets des eaux pluviales ;
- la surveillance des rejets atmosphériques ;

Considérant que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société CENTRE EST ENROBES (C2E) dont le siège social est situé Hameau de Belchamp – 9 route d'Audincourt – 25 420 VOUEAUCOURT, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de BERCHE une centrale d'enrobage à chaud, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Objet de l'autorisation

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La société CENTRE EST ENROBES (C2E) dont le siège social est situé Hameau de Belchamp – 9 route d'Audincourt – 25 420 VOUEAUCOURT, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à pratiquer les activités de la nomenclature des installations classées précisées ci-après, sur le territoire de la commune de BERCHE, parcelles cadastrées section C n°445pp ; n° 446pp et n° 594pp, (pp : pour partie). Les limites de l'installation sont celles définies sur le plan cadastral en annexe du présent arrêté.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Régime*	Nature et volume des activités
2521-1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud	E	Centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers bitumineux d'une capacité nominale de production de 300 t/h à 3 % d'humidité Production moyenne annuelle 90 000 t/an Production maximale annuelle 120 000 t/an
4801-2	Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses	D	Parc à liants comprenant : 3 cuves de bitume de 60 m ³ 1 cuve de bitume de 80 m ³ Soit une capacité totale de 260 t

2517-2	Station de transit de produit minéraux ou de déchets non dangereux inertes	D	Aire de transit de matériaux inertes : 9800 m ²
--------	--	---	--

E – Enregistrement ; D – Déclaration »

Les annexes I et II de l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé sont abrogées.

Article 3 – Consistance des installations

L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations sont constituées des équipements figurant dans le dossier de porter à connaissance du 12 mai 2025. »

Article 4 – Rejet des eaux pluviales

Les dispositions de l'article 5.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé sont abrogées.

Les dispositions des articles 5.8, 5.9 et 9.4 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé sont applicables à l'installation.

Article 5 – Prévention de la pollution atmosphérique

Les dispositions des articles 11.2 et 13 de l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé sont abrogées.

Les dispositions des articles 6.1 à 6.3 ; 6.5 à 6.8 et 9.2 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé sont applicables à l'installation.

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) est de 27,5 m.

La première mesure de surveillance des émissions dans l'air prévue à l'article 9.2 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 est réalisée dans un délai de 6 mois après le démarrage des nouvelles installations.

Article 6 – Surveillance des émissions sonores

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé sont abrogées.

Les dispositions des articles 7.1 et 9.5 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé sont applicables à l'installation.

La surveillance des émissions sonores prévues à l'article 9.5 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 devra être réalisée, le cas échéant, en période nocturne.

Article 7 – Horaires de fonctionnement

Le troisième alinéa de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les heures de fonctionnement de la centrale sont les suivantes : du lundi au vendredi, de 6 h 00 à 17 h 30 en fonctionnement normal. En cas de chantiers exceptionnels, l'exploitation peut être autorisée de 17 h 30 à 6 h 00. Toute modification sera portée à la connaissance de l'inspecteur des Installations Classées. »

Les dispositions des articles 6.8 et 7.2 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé sont applicables à l'installation.

Article 8 – Dispositifs de lutte contre l'incendie

Le dernier alinéa de l'article 9.4 de l'arrêté préfectoral du n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Afin de refroidir immédiatement toute brûlure consécutive pouvant être générée par les fluides, l'unité de production devra disposer d'une réserve d'eau suffisante et d'un extincteur à eau pulvérisée. De plus, une réserve d'eau d'extinction d'un volume de 120 m³ sera mise en place à proximité de la centrale d'enrobage. »

Article 9 –

Les dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté préfectoral n° 99/DCLE/4B/N° 1918 du 2 mai 2000 susvisé sont abrogées.

Article 10 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de BERCHE dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société CENTRE EST ENROBES (C2E) dont le siège social est situé Hameau de Belchamp – 9 route d'Audincourt – 25 420 VOUEAUCOURT.

Article 11 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de

réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 12 – Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de Berche, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Besançon, le

18 DEC. 2025

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Nathalie VALLEIX

Annexe : Plan cadastral

